



Un haut fonctionnaire des Nations unies fustige l'apartheid dans les zones palestiniennes

Geplaatst op zaterdag 29 maart 2014 | 

 SHARE

Israël adopte, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, une politique qui équivaut à de la discrimination raciale et à un apartheid, en opprimant systématiquement le peuple palestinien et en confisquant ses terres, a déclaré le rapporteur spécial des Nations unies dans les territoires palestiniens, Richard Falk.

Falk a ajouté: « L'occupation israélienne viole les droits des Palestiniens et soumet ces derniers à une épuration ethnique à Jérusalem-Est. Israël viole aussi les droits des Palestiniens en ce qui concerne l'emploi, l'enseignement, la liberté de mouvement et de résidence, d'expression et de rassemblement. »

« Malgré la décision d'Israël de se retirer de Gaza en 2005, l'enclave est toujours occupée sous le blocus israélien qui contrôle illégalement les frontières, l'espace aérien, les côtes et fait un tort particulier aux fermiers et aux pêcheurs. »

Falk a qualifié d'horrible, en raison de l'actuelle pénurie de carburant, la situation humanitaire dans la bande de Gaza dirigée par le gouvernement du **Hamas**.

Dans son tout dernier rapport adressé au **Conseil des droits de l'homme des Nations unies**, à l'issue de six années de fonction, il recommandait aux États membres du conseil d'envisager l'interdiction des importations à partir des colonies installées en **Cisjordanie**.

Le rapport comprenait une analyse spéciale de la politique israélienne intitulée « des actes qui, potentiellement, équivalent à de la ségrégation et à de l'apartheid ». Dans cette analyse, il écrit: « Les forces de sécurité israéliennes recourent avec excès à la violence et à des assassinats illégaux, lesquels font partie de leur plan de domination sur les Palestiniens. »

Selon le rapport, les **Palestiniens** de **Cisjordanie** sont soumis aux lois martiales, alors que les colons juifs sont soumis à la législation civile.

Le rapport fait également allusion à la **Cour internationale de justice** qui, voici près de dix ans, avait décrété l'illégalité du mur israélien de séparation en **Cisjordanie** et qu'**Israël** s'obstine à qualifié de « barrière de sécurité ».

Dans son rapport de 22 pages, **Falk** écrivait: « Les mesures israéliennes tendant à diviser les territoires palestiniens occupés et à confisquer leurs terres sont indiscutablement racistes. L'effet combiné des mesures en vue d'assurer la sécurité des citoyens israéliens afin de faciliter l'expansion des colonies et l'annexion des terres est systématiquement une forme de ségrégation, de discrimination et de répression du peuple palestinien dans le but de dominer ce dernier. »

Il n'y a pas eu de réaction immédiate de la part d'**Israël** qui, depuis 19 mois (cela remonte à octobre 2012), boycotte le conseil après l'avoir accusé de partialité.

Falk est américain et professeur en droit international. Il est bien connu pour ses opinions controversées.

Après être entré en fonction, en mai 2008, **Falk** a accusé les forces israéliennes dans la bande de **Gaza** de commettre les mêmes atrocités que le régime nazi eu **Europe** pendant la guerre. Quelques mois plus tard, il a été arrêté à l'aéroport Ben Gourion et expulsé par les autorités israéliennes après s'être vu interdire le passage dans les zones palestiniennes dans le but de poursuivre son enquête.

Les **États-Unis** et une organisation appelée **UN Watch**, dont **Falk** a dit qu'il s'agissait d'un groupe de pression loyal envers **Israël**, ont réclamé sa démission. **Falk** a déclaré en juin qu'il ne démissionnerait pas et il a accusé ses délateurs – qui le qualifient d'antisémite – de chercher à détourner l'attention de ses recherches sur la politique israélienne.

Falk déclarait dans son dernier rapport que les compagnies et pays devraient enquêter sur les réels bénéficiaires des « colonies israéliennes et autres activités illégales d'Israël » et prendre les mesures qui s'imposaient.

Et d'ajouter: « *Étant donné que l'Union européenne continue à être l'un des principaux partenaires commerciaux avec les colonies, pour des exportations annuelles évaluées à 300 millions de dollars, une interdictions des produits des colonies aurait un énorme impact.* »

Ses précédents appels au désinvestissement ont obtenu des résultats et encouragé des gouvernements à se montrer plus vigilants. On peut y inclure **Royal Dutch Shell**, qui a mis un terme à ses engagements avec la municipalité de **Jérusalem** dans la construction d'une installation de traitement des eaux usées à **Jérusalem-Est**, ainsi que la banque suédo-norvégienne **Nordea**, qui a exclu la société israélienne **Cemex** de son portefeuille d'investissement du fait qu'elle extrait des ressources naturelles non renouvelables dans les territoires palestiniens.

BDS - 1 mars 2014 (publié sur [Middle East Monitor](#) le 25 février 2014, traduction: JM Flémal)

Un article sur un autre rapport de **Richard Falk** (concernant **Dexia**) publié sur ce site: [DEXIA : en finir avec la culture de l'impunité, en finir avec le financement illégal des colonies israéliennes](#)